

Ascenseur social en panne. Retour à la case parentale ?

Le 8 août, l'Institut du Développement durable publiait une étude qui révélait qu'environ un million de 18-34 ans vivent encore chez leurs parents, soit 4 jeunes sur 10. Pour la FEF, le Conseil de la Jeunesse, les Jeunes FGTB et les Jeunes CSC, ce phénomène peut être en partie expliqué par le contexte socio-économique morose dans lequel vit la jeunesse aujourd'hui.

A l'âge où tout devrait être possible, les jeunes voient souvent leurs envies d'autonomie, d'initiatives et d'épanouissement personnel retardées. Cette précarité se traduit essentiellement par un chômage très élevé et la piètre qualité des emplois occupés par les jeunes. Ce dimanche 12 août marquera la journée internationale de la jeunesse instaurée par les Nations Unies, reste à savoir si l'ambiance sera vraiment à la fête.

D'après l'étude réalisée par Philippe Defeyt, de nombreuses familles, aux revenus très variés, sont concernées par le phénomène des « Tanguy ». Et ce malgré que 70% des 25-34 ans qui vivent encore chez leurs parents aient un emploi à plein temps. Outre le fait que l'impact de celui-ci sur le budget des familles n'a pas encore été suffisamment étudié, on peut aussi se demander quelles sont les raisons profondes qui motivent les jeunes à rester vivre chez leurs parents. Si, pour certains, cela résulte d'un choix de vie, pour d'autres, c'est vraiment devenu une nécessité.

On peut pointer tout d'abord l'allongement des études et l'augmentation du coût de celles-ci, ainsi que le prix exorbitant des kots, trois éléments qui alourdissent le budget des étudiants et de leurs parents. Suite aux différentes réformes, les jeunes et leurs parents paient le prix fort. Ainsi, une étude de la FEF(*) mettait en avant l'augmentation de 1596 € du coût total des études entre 2008 et 2011. Un étudiant et sa famille doivent maintenant avancer, en moyenne, 9046 € avec kot, 4211€ sans kot. La FEF s'est battue pour améliorer la qualité de vie des étudiants. Des mesures ont été mises en place, mais ne suffisent pas. En avril dernier, la FEF dénonçait d'ailleurs le boom du nombre de students demandeurs du RIS pour poursuivre leurs études. De 3700 jeunes Belges en 2002, ils étaient plus de 17 000 à faire appel, en 2010, au revenu d'intégration sociale. Ces chiffres sont à mettre en lien avec une précarisation grandissante. En témoigne également l'augmentation de 25% en un an du nombre de demandes d'allocations d'études, en Fédération Wallonie-Bruxelles. Investir dans l'enseignement et dans la jeunesse, ce n'est pas un choix courageux mais une nécessité.

Le logement, l'indicateur jeunesse

Une fois leurs études terminées, de nombreux jeunes ne trouvent pas facilement un premier emploi, et celui-ci est rarement stable. Cette incertitude n'incite pas à chercher un logement indépendant, dont le loyer serait d'ailleurs bien souvent très élevé en comparaison avec les premiers salaires... Ainsi, le loyer mensuel moyen à Bruxelles, capitale de la Belgique et de l'Europe, est de 781€ pour un bien de 75 m² (**) et est en constante augmentation (591€ en 2010). A cela s'ajoute le recours de plus en plus fréquent au travail intérimaire, à la sous-traitance et aux contrats « premier emploi ». Le taux de chômage à Bruxelles est de 20% et les conditions d'octroi des allocations ont été durcies ; de plus en plus de jeunes en sont exclus et les mesures gouvernementales prises en janvier 2012 ne feront qu'accroître ce phénomène.

En effet, le gouvernement vient de décider de durcir les départs en prépensions et d'allonger les carrières... avec 7,6% de chômeurs. Pour les Jeunes FGTB, il faut une réduction collective du temps de travail avec embauche compensatoire et maintien du salaire.

La presse s'étonne d'un phénomène « Tanguy », mais ne fait pas le rapport entre augmentation des loyers et baisse générale des revenus des jeunes qu'ils soient diplômés ou non, qu'ils soient travailleurs avec ou sans emploi.

Une approche multisectorielle est indispensable pour repenser la place des 18-34 ans dans notre société. Il est urgent d'offrir aujourd'hui à tous les jeunes les cartes nécessaires pour accéder dignement à l'indépendance. Refinancement de l'éducation, aides au logement et meilleur accès au monde du travail, voilà des pistes indispensables à suivre pour enfin réduire les inégalités qui minent notre société.

Ainsi, il n'est pas juste d'appeler ce million de jeunes des Tanguy. Contrairement au personnage du film, ils n'ont pas tous le luxe de choisir entre quitter ou non le domicile parental. Plus qu'un nid, leur famille est une structure d'accueil, qui, après tant d'années d'investissement, doit encore souvent soutenir leur envol. Que se passera-t-il si, à son tour, elle s'érode ?

(*) Etude réalisée dans le cadre de la campagne Pour un enseignement public, menée par la FEF, en 2011-2012.

(**) Observatoire des loyers, 2011